Etant donné que la crise de la dette était jusqu'à très récemment le « privilège » exclusif des pays du Tiers Monde, il n'est pas surprenant qu'il n'y ait ni d'expériences, ni de leçons tirés d'expériences et encore plus aucune bibliographie relative a la préparation, l'organisation et la réalisation d'audits de la dette publique dans les pays du Nord global. C'est donc exactement pour cette raison qu'il est presque « normal » qu'un livre qui ambitionne de constituer un « manuel pour les audits » de la dette énumère et s'inspire des faits, des situations et surtout, des expériences concrètes d'audits réalisés exclusivement dans ce Tiers Monde tant éprouvé.

Alors, au moment où la crise de la dette se déplace massivement au Nord global et nous-mêmes ici en Grèce sommes appelés a nous y confronter, contestant et dénonçant en actes ce cauchemar qui est la dette publique grecque, nous ne pouvons évoquer aucun précédent, tirer des enseignements d'aucune expérience d'audit en Europe Unie ou plus généralement au Nord développé. Cependant, on ne part pas de zéro. Les expériences et les leçons tirées des luttes au Sud global sont ici, a notre disposition, et il ne reste qu'en profiter pour initier, pour le compte aussi des autres peuples européens, celle qui est, peut être, la plus décisive des batailles présentes et a venir : la bataille contre la dette qui ravage des sociétés et détruit des vies humaines, tout en constituant un des outils les plus éprouvés pour rendre les riches scandaleusement plus riches et les pauvres inhumainement plus pauvres…

Il n'y a pas de doute que les différences entre les crises de la dette au Nord et au Sud soient réelles et pas du tout négligeables. Cependant, tant au Sud qu'au Nord, les objectifs d'un authentique audit de la dette publique sont identiques à ceux décrits au livre que vous avez en mains :

« Le premier objectif d'un audit est de clarifier le passé, de démêler l'écheveau de la dette, fil par fil, jusqu'à reconstruire la pelote des enchainements qui ont conduit a l'impasse actuelle. Qu'est devenu l'argent de tel emprunt, a quelles conditions cet emprunt a-t-il été conclu ? Combien d'intérêts ont été payés, a quel taux, combien du principal a déjà été remboursé ? Comment la dette s'est-elle enflée sans qu'on voie la couleur de l'argent ? Quel chemin ont suivi les capitaux ? A quoi ont-ils servi ? Quelle part a été détournée et comment? »

Et en plus de tout ca:

« Qui a emprunté et au nom de qui ? Qui a prêté et quel a été son rôle ? Comment l'Etat s'est-il trouvé engagé, par quelle décision, prise à quel titre ? Comment des dettes privées sont-elles devenues « publiques » ? Qui a engagé des projets bidon, qui y a poussé, incité, qui en a profité ? Quels crimes ont été commis avec cet argent ? Pourquoi n'établit-on pas les responsabilités civiles, pénales et administratives ? »

Il suffit d'avoir en tète ces interrogations pour comprendre combien énorme est le champ d'action d'un audit de la dette publique, qu'il n'a absolument rien à voir avec sa caricature qui le réduit a une simple vérification de chiffres faite par des comptables routiniers. Alors, ce n'est pas du tout un hasard que les partisans des audits argumentent en faveur de leur nécessaire réalisation en invoquant toujours deux besoins fondamentaux et vitaux de la société : ceux de la transparence et du control démocratique de l'Etat et des gouvernants pas les citoyens.

Il s'agit sans doute des besoins qui se référent a des droits démocratiques tout a fait élémentaires, bien que violés en permanence, reconnus par le droit international. Le droit des citoyens de connaître les actes de ceux qui les gouvernent, de s'informer de tout ce qui concerne leur gestion, leurs objectifs et leurs motivations est intrinsèque a la démocratie elle-même puisqu'il émane du droit fondamental des citoyens d'exercer leur control sur le pouvoir et de participer activement aux affaires communes.

Alors, le fait que ce pouvoir refuse obstinément de réaliser l'audit de sa propre dette et a horreur même de l'idée que quelques intrus « non institutionnels » oseraient de le réaliser a sa place, est indicatif de notre démocratie (bourgeoise et néolibérale) malade et profondément déficitaire. Une démocratie infirme, qui d'ailleurs n'arrête pas de nous bombarder avec sa rhétorique sur la transparence.

Ce besoin permanent de transparence dans les affaires publiques acquiert pourtant à l'époque du néolibéralisme le plus sauvage et de la corruption débridée –sans précédent dans l'histoire mondiale- une énorme importance supplémentaire : Il se transforme en un besoin social et politique tout à fait vital ! Et c'est exactement pour cette raison que la transparence en actes constitue un cauchemar et est exorcisée dans la pratique par les puissants du système, qui ne montrent la moindre envie de tolérer des témoins non invités à leur interminable festin néolibéral.

En d'autres termes, dans la période actuelle de la plus vaste corruption et des innombrables scandales financiers, des libertés et des droits des citoyens considérés jadis comme « élémentaires » se transforment en …produits de luxe toujours plus rares dans nos sociétés étroitement surveillées. La conséquence directe en est que l'exercice de ces droits démocratiques, jusqu'à hier « élémentaires », soit considéré par les gouvernants presque comme une déclaration de guerre a leur système par « ceux d'en bas ». Et naturellement, elle est traitée en conséquence…

Une brèche dans le mur du pouvoir

Sans aucune hésitation, il suffirait de pratiquer ces droits démocratiques « élémentaires », de fait extrêmement politiques, pour que l'audit de la dette publique acquière une dynamique socialement salutaire et politiquement presque …subversive. Cependant, l'utilité profonde d'un audit indépendant de la dette publique ne peut pas se résumer uniquement dans la défense de la transparence et de la démocratisation de la société. Elle va beaucoup plus loin, puisqu'elle touche à des questions qualitativement supérieures et ouvre le chemin à des processus qui pourraient s'avérer extrêmement dangereux pour le pouvoir établi et potentiellement libérateur pour l'écrasante majorité des citoyens !

En effet, en exigeant d'ouvrir et d'auditer les livres de la dette publique, et encore mieux en ouvrant et en auditant ces livres, le mouvement de l'audit citoyen ose « l'impensable » : il pénètre dans la zone interdite, dans le saint des saints du système capitaliste, la où, par définition, n'est toléré aucun intrus !

En même temps, il se trouve confronté, directement et sans aucun intermédiaire, au système lui-même puisqu'il lui conteste le plus essentiel de ses pouvoirs : la monopolisation du droit de décider, de prendre les décisions sur les plus importantes questions financières, politiques, environnementales et sociales du pays ! C'est à dire, de décider du destin, de la vie et de la mort des êtres humains…

Ici, il ne s'agit plus ni de la simple transparence, ni même de la démocratisation de la société. Il s'agit de quelque chose beaucoup plus profond et essentiel, de l'ouverture d'une immense brèche dans le mur du pouvoir qui nous entoure. D'une brèche à travers laquelle devient

possible d'entrevoir, même confusément, l' «autre monde possible » de la très chère vision émancipatrice des producteurs associés.

Plus concrètement, afin de réaliser ses objectifs et répondre aux attentes de la société, un audit citoyen de la dette publique est -de fait- contraint d'aller beaucoup plus loin que le control de la simple légalité de cette dette. « Imperceptiblement » il est poussé à pénétrer loin a l'intérieur des champs clôturés du pouvoir capitaliste, de commettre le suprême « sacrilège » de contester la vache sacrée qui est la propriété privée, en évaluant pourquoi, selon quels critères et où est allé l'argent des prêts, où et comment il a été investi. Et ceci oblige de fait le mouvement qui se trouve derrière et autour de lui, c'est-à-dire les salariés et les opprimés de toute espèce, d'élaborer ses propres priorités alternatives sur la base de la satisfaction d'autres besoins sociaux, diamétralement opposés.

Par exemple, critiquer le gaspillage des ressources pour le Jeux Olympiques d'Athènes c'est plus que dévoiler et dénoncer la corruption de grande ampleur qui les accompagnait, ou imputer des responsabilités pour les pots de vin distribués si grassement. La critique principale et plus pertinente de ces J.O est celle faite sur la base d'une autre et totalement différente vision de la réalité sociale et environnementale. Celle qui conduit a l'adoption des priorités sociales et économiques diamétralement opposées et donc, d'un un autre monde possible. Au lieu de la construction d'équipements sportifs pharaoniques, des investissements pour la santé, l'enseignement, l'amélioration qualitative des services publiques, etc. Au lieu de la bétonisation extrême de la capitale et de ses habitants déjà asphyxiés, des investissements massifs pour s'attaquer au changement climatique. En d'autres termes, au lieu des profits de trop peu nombreux, la satisfaction des besoins de l'écrasante majorité des humains…

Pourtant, c'est exactement cette vision des besoins de la population travailleuse –mais aussi de la nature dans laquelle nous vivons et nous nous reproduisons- qui offre la base pour que commence à émerger non seulement la nécessité mais aussi les lignes générales d'une autre organisation économique et sociale, c'est-à-dire d'une autre société ! C'est ainsi qu'en commençant par le « sacrilège » d'un simple audit de la dette, qui a dévoilé aux yeux des gens combien nu est le roi (capitaliste) qui nous écrase, le processus s'est transformé rapidement en une école tout a fait inédite fréquentée par « ceux d'en bas » qui y forment et développent leur conscience de classe et politique, tout en élargissant leurs horizons au point de commencer à avoir envie de contester carrément le pouvoir lui-même de « ceux d'en haut ».

Mouvement social et auto-organisation

C'est évident qu'un tel audit de la dette publique ne peut pas se réaliser sans la participation directe et active de « ceux d'en bas ». Pour qu'il existe, il demande la création et le développement d'un mouvement social unitaire mais aussi démocratique. Cependant, ce mouvement ne peut et ne doit pas être réduit a un rôle de supplétif, ne peut se limiter seulement à suivre les travaux des quelques « experts » de la commission d'audit, soient-ils des gens de gauche ou même des révolutionnaires. Il doit participer au processus de l'audit de la dette non seulement parce qu'il peut l'aider efficacement avec ses connaissances spécifiques, ses témoignages et ses enquêtes, mais surtout parce qu'il est le seul en mesure de juger et de dénoncer la dette publique sur la base de ses propres priorités, besoins, et valeurs populaires, de ses propres visions émancipatrices.

Un tel mouvement radical pour l'audit de la dette ne peut être quelque chose d'abstrait. Pour qu'il acquière chaire et os, il doit s'(auto)organiser à l'image de la société moderne elle-même. Et pour que ceci soit fait, il lui faut ressembler à un grand fleuve movimentiste auquel confluent de nombreux différents torrents humains. Pas au nom d'un quelconque pluralisme métaphysique mais parce que, pour qu'il soit efficace, l'audit de la dette doit se faire en rapport avec les besoins des gens et parce que nul autre peut mieux connaître, juger, évaluer et défendre les besoins par exemple des femmes, que le mouvement féministe lui-même. Ou des agriculteurs que les pauvres agriculteurs, des jeunes que la jeunesse mobilisée, des consommateurs que les consommateurs organisés ou de l'environnement que les écologistes radicaux, etc.

Conclusion : un véritable et efficace audit de la dette publique exige l'existence d'un puissant mouvement dans lequel se rencontrent les mouvements particuliers contre la dette (et les mesures d'austérité) des diverses, petites et grandes, catégories sociales et autres sensibilités de la population salariée opprimée par le capital. C'est à dire, d'un mouvement qui, tenant compte des multiples « identités » du salarié d'aujourd'hui (pas seulement producteur mais aussi consommateur, usager des services publics, victime du sexisme, de la violence conjugale et des discriminations du genre, victime du changement climatique et de la pollution de l'environnement, etc.) tente leur synthèse, sans laquelle le mouvement se fragmente, se divise et perd sa dynamique émancipatrice.

Voici donc une des raisons qui rendent impérative la nécessaire rencontre du mouvement d'audit de la dette publique avec celui des « Je ne paye pas ».(1) Cette nécessité ne découle pas seulement du fait que tous les deux représentent « ceux d'en bas » et leurs résistances. Ca découle avant tout du fait qu'il s'agit, par plusieurs aspects, de mouvements sociaux jumeaux ayant des « philosophies » et des dynamiques similaires, et qui sont condamnés de se rencontrer et de se greffer l'un sur l'autre s'ils veulent développer toutes leurs potentialités. Tous les deux ne se limitent pas à une critique passive du système capitaliste, mais passent à la transgression en actes de la légalité bourgeoise et capitaliste, levant la tète avec insolence

aux puissants et à leur système. En agissant ainsi, ils créent les conditions pour l'extension et la généralisation de leur bon exemple, en popularisant avec leur action l'évidence : Oui, gratuits la sante et les transports, l'enseignement et l'électricité, le gaz ou les crèches pour les salariés, les immigrés, les familles monoparentales, les retraités sans le sous, les chômeurs et les laissés pour compte de toute espèce de ce système inhumain. Oui, gratuits parce que ceci n'est pas un luxe extravagant mais un droit des « ceux d'en bas » et un devoir des « ceux d'en haut ».

La rencontre et la jonction organique des tels mouvements sociaux non seulement multiplie leur crédibilité et leur force, mais rend aussi possible une chose beaucoup plus importante : elle accoutume la société de « ceux d'en bas » a l'idée qu'ils ne sont pas éternellement condamnés à obéir résignés les ordres de leurs maîtres. Qu'ils sont non seulement en mesure de contester collectivement ces maîtres et leur pouvoir, mais qu'ils deviennent capables de le remplacer avec le leur !

Audit de la dette et contrôle ouvrier

Le processus d'audit de la dette publique par la société mobilisée peut constituer une grande école pour les travailleurs/ses puisqu'il leur offre une occasion unique de se mettre en contact et de comprendre « de l'intérieur » des questions qui leur sont en permanence inaccessibles et interdites, comme le fonctionnement de l'Etat bourgeois, l'économie du marché nationale et internationale ou les relations et institutions internationales. En jouant ce rôle pédagogique, la grande école de l'audit des livres de l'Etat par les salariés et leurs organisations contribue cependant à la formation et au développement de leur conscience de classe et anticapitaliste puisqu'elle déploie une dynamique analogue a celle du contrôle ouvrier. Une dynamique qui parvient a armer les travailleurs/ses, et plus généralement les victimes du néolibéralisme, avec la volonté de contester la tyrannie du capital et de prendre en main leurs propres destins.

Pourtant, les dynamiques jumelles des deux contrôles ne peuvent pas cacher les importantes différences qui les séparent. En effet, pendant que le contrôle ouvrier ouvre les livres du patron, l'audit de la dette publique passe au peigne fin les livres de l'Etat. Tandis que l'un (le contrôle ouvrier) part par le bas pour aller vers le haut, l'autre (l'audit de la dette) commence par le haut pour aller vers le bas. En d'autres termes, chacun d'eux termine là où commence l'autre…

Alors, si le but ultime du contrôle ouvrier, qui commence a l'usine, a l'entreprise et a chaque lieu de travail, est de faire que les salariés posent la question de leur contrôle hors de leur lieu de travail, le généralisant au niveau de toute la société et de l'Etat, c'est exactement l'inverse qui se passe avec l'audit de la dette : Commençant par l'Etat et sa dette, il cherche a pousser les travailleurs/ses –et tous les opprimés- de généraliser leur expérience et d'imposer leur contrôle aux lieux de travail, a la production et partout où existe l'exploitation capitaliste.

Il s'agit, sans doute, d'une « innovation » qui est le produit direct de nos temps néolibéraux, et qui n'a pas encore attirée l'intérêt de la gauche et de ses états major. Ceci n'est pas une surprise car ce qui nous manque cruellement, surtout au Nord global, sont ces expériences pratiques d'audit de la dette publique de la part de « ceux d'en bas », qui pourraient fonder la recherche théorique en vue de l'analyse et de la compréhension du « phénomène ». Il reste pourtant l'objectif immédiat qui n'est autre que ce qui doit être fait pour que la dynamique de l'audit de la dette fasse le parcours inverse de celui du contrôle ouvrier : « descendre » a la base de la société, aux lieux de travail, et s'étendre a tout le processus productif !

Alors, en attendant le verdict de la praxis de « ceux d'en bas », on peut déjà être sûr d'une chose : Face a un adversaire de classe international, organisé depuis longtemps, coordonné et armé jusqu'aux dents, et étant donné l'internationalisation extrême de l'économie ainsi que la nature et la réalité « multinationales » de la dette publique, la recherche de la part du mouvement de l'audit de la dette des partenaires, des alliés et des compagnons de lutte en dehors des frontières nationales constitue une condition d'importance décisive pour son succès. Deux sont les conséquences directes de cet constat : D'abord, toute lutte pour l'audit et l'annulation de la dette publique qui n'est pas faite au nom et sur la base des intérêts communs (de classe) de « ceux d'en bas », au delà des frontières, est condamnée a l'échec. Ensuite, toute confrontation exclusivement avec les créanciers étrangers et les directoires étrangers, au nom d'une quelconque « résistance à l'occupation étrangère » du pays, est non seulement totalement inefficace, mais elle aussi un vrai combat chimérique jouant le jeu de la sainte alliance de nos tyrans indigènes et étrangers. A l'internationale du capital si réelle et si concrète, nous n'opposons pas le patriotisme mais notre internationalisme en actes.

Ce qui est encourageant est que tout ca doit et peut aujourd'hui se concrétiser, se transformer directement en un internationalisme pratique de combat. La raison est simple : les peuples en Europe –mais sûrement au delà d'elle, de l'autre cote de la Méditerranée où fait rage la révolution arabe !- sont tous dans le même bateau de la dette publique explosive et des mesures d'austérité inhumaines, et en plus ils sentent toujours plus intensément le besoin de collaborer et d'unir leurs forces contre leur ennemi commun de classe. La preuve est que jour après jour, ils sont toujours plus nombreux ceux qui paraissent partager la certitude qu'il n'y a pas de salut a l'intérieur de leurs frontières nationales ; qu'il faut, ici et maintenant, que le peuples d'Europe (de l'est et de l'ouest) fassent exactement ce que font leurs gouvernants,

l'Europe Unie, le FMI et leur riche arsenal institutionnel et punitif : se coordonner et agir ensemble sur la base d'un projet stratégique commun.

En dernière analyse, « ceux d'en haut » font bien leur travail ; il est grand temps que « ceux d'en bas » fassent le leur !...

Note:

(1) Le mouvement « Je ne Paye pas », qui a pris récemment une grande ampleur en Grèce, s'est constitué autour du refus de payer les tickets de péage exorbitants sur les autoroutes privatisées du pays. La grande nouveauté de ce mouvement très populaire et radical est qu'il ne se limite pas à la dénonciation passive des augmentations successives du prix des péages mais qu'il pratique la désobéissance active de masse en forçant les barrières ! Ces derniers temps, le mouvement « Je ne Paye pas » est en train de s'étendre aux transports urbains de Thessalonique, au nord de la Grèce.

Yorgos Mitralias, journaliste retraité et correspondant d'Inprecor, est un des fondateurs du Comité grec contre la dette et militant du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde (CADTM).

Ce texte est le prologue à l'édition grecque du livre « Menons l'enquête sur la Dette ! – Manuel pour les audits de la dette du Tiers Monde ». L'édition grecque est augmentée d'un long et important texte de Maria Lucia Fattorelli sur les expériences d'audit de la dette publique en Equateur et au Brésil, ainsi que du texte d'Eric Toussaint « Quelques fondements juridiques de l'annulation de la dette ».

Intertitres: LCR-Web.